

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Egypte > Droits humains (Egypte) > **Egypte : Solidarité avec Mahienour et Moatasem, emprisonné-e-s pour avoir (...)**

Egypte : Solidarité avec Mahienour et Moatasem, emprisonné-e-s pour avoir défendu le droit de protester et de faire grève

vendredi 5 janvier 2018, par [Egypt Solidarity Initiative](https://egyptsolidarityinitiative.org/author/egyptsolidarityinitiative/) (Date de rédaction antérieure : 3 janvier 2018).

<https://egyptsolidarityinitiative.org/author/egyptsolidarityinitiative/>

L'avocate militante Mahienour el-Massry et le leader syndical Moatasem Medhat ont été emprisonnés pour deux ans par un tribunal égyptien, pour avoir enfreint la loi sur les rassemblements publics imposée par les autorités coloniales britanniques en 1914. Mahienour et Moatasem sont détenus depuis le procès en novembre et passeront en appel le 13 janvier.

Les avocats Asmaa Naeem et Waleed El Ammary, ainsi que le militant Ziad Aboul Fadl ont également écopé d'une peine de prison de trois ans par contumace.

L'accusation prétend que les accusés ont enfreint non seulement la loi de 1914 sur les rassemblements, mais également la loi de 2013 réprimant les protestations, exercé des « violences » et d'avoir « insulté le Président ».

Le seul témoin sur lequel s'appuie l'accusation est un officier de police, dont le rapport écrit concernant l'incident explique que les accusés étaient partis avant qu'il n'arrive lui-même sur les lieux.

Les charges contre Mahienour, Moatasem et leurs collègues sont relatives à une manifestation lors la vague de protestations contre la cession à l'Arabie Saoudite des îles de Tiran et de Sanafir. Mais il est clair que leur but réel est de mettre sous les verrous des militants qui prennent des risques pour défendre les salarié-e-s et activistes persécutés par les autorités.

Mahienour, une avocate qui a reçu un prix pour sa défense des droits humains, est bien connue pour son travail de défense de militant-e-s, de syndicalistes et de réugié-e-s syrien-ne-s persécuté-e-s par les autorités.

Elle a été emprisonnée en 2015 dans une affaire liée aux mobilisations contre l'acquittement du policier accusé du meurtre de Khaled Said, le jeune homme d'Alexandrie dont la mort en 2010 a été l'étincelle déclenchant les mobilisations ayant ouvert la voie au soulèvement de 2011.

Pendant son séjour en prison, elle avait reçu le prix international des droits de l'Homme Ludovic Trarieux pour son aide apportée à de nombreuses personnes broyées par le système judiciaire oppresseur d'Egypte.

Même en prison, elle a continué à se battre pour ses co-détenues, dont beaucoup étaient des femmes de la classe ouvrière emprisonnées pour dettes qu'elles ne pouvaient pas payer.

Le syndicaliste Moatasem Medhat a fourni au tribunal la preuve que qu'il n'était même pas présent lors de la manifestation. Mais il a néanmoins été condamné à deux ans de prison.

Membre du parti « Pain et Liberté, Moatasem est un des fondateurs du syndicat indépendant de l'usine de fabrication de rasoirs »Lord". Il était secrétaire de ce syndicat avant d'être victimisé et licencié pour son activité syndicale.

C'est également un personnage clé de la Conférence permanente des ouvriers d'Alexandrie, une structure régionale formée de syndicats indépendants, dont il était un des membres de l'exécutif depuis 2014.

Dans le cadre de cette structure, il s'était battu pour la modification des lois limitant les droits de syndicats et ceux des salariés. Il avait également apporté son aide à l'organisation de la campagne pour sauver des emplois dans l'industrie textile.

Après son licenciement de la compagnie Lord, Moatasem a travaillé comme agent de sécurité et magasinier dans le secteur du tourisme. Il est marié et père d'un enfant.

Mahienour et Moatasem ne sont que deux cas parmi des dizaines de milliers d'autres, emprisonnés pour des accusations fallacieuses par le régime militaire autoritaire d'Abdelfattah al-Sissi.

Amnesty International détaille la façon dont les autorités égyptiennes ont utilisé « les arrestations arbitraires de masse pour réprimer les manifestants et les opposants, emprisonner les journalistes, les défenseurs des droits de l'Homme et ceux qui protestent, ainsi que restreindre les activités des organisations de défense des droits de l'Homme ». Le pouvoir a également recours à la torture et aux assassinats extrajudiciaires et persécute les supposé-e-s LGBT dans le cadre d'une répression homophobique de « la débauche ».

Les personnes venues soutenir les accusé-e-s qui s'étaient rassemblées devant le tribunal le 30 décembre pour entendre le prononcé du jugement ont été également attaquées par la police.

Ce que vous pouvez faire :

- Aller sur la page Facebook FreeMahienour pour avoir des informations à jour sur la campagne <https://www.facebook.com/freemahienour/>

- Télécharger des tracts (en anglais) en format A4 pour les faire circuler et les utiliser dans les actions de solidarité
https://egyptsolidarityinitiative.files.wordpress.com/2018/01/mahie_moatasem2018_leaflet.pdf
https://egyptsolidarityinitiative.org/2018/01/03/solidarity-with-mahienour-and-moatasem-jailed-for-defending-the-right-to-protest-and-strike/mahie_moatasem2018_poster/

- Faire adopter une déclaration par votre structure syndicale condamnant la répression et appelant à la libération de Mahienour, Moatasem, et tous les autres prisonniers politiques d'Egypte

- Envoyer un courrier à l'ambassade d'Egypte de votre pays. Ses coordonnées figurent ici <https://www.mfa.gov.eg/English/Ministry/Pages/contacts-egypt-empassys.aspx>

(Traduction AB)

P.-S.

<http://egyptsolidarityinitiative.org/2018/01/03/solidarity-with-mahienour-and-moatasem-jailed-for-defending-the-right-to-protest-and-strike/>